Numéro 246 — 2 AOUT 1935 — PRIX : 0 fr. 50 — 8, RUE LEGOUVE, PARIS — Publicité dans " La Vérité " POPULAIRE-PUBLICITÉ 5, Rue St-Augustin

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

LUNDI 12 AOUT

Contre les exclusions !

Grande Assemblée d'Information

à la Mutualité

Orateurs du G.B.L. et de la Bataille Socialiste

Sur l'ordre de Staline-Laval, les réformistes excluent des Jeunesses Socialistes la gauche révolutionnaire !

Ceux qui veulent l'unité par la collaboration de classe et l'union sacrée viennent d'imposer l'exclusion de ceux qui veulent l'unité pour la Révolution.

La preuve qu'il s'agissait bien d'un complot staliniste - réformiste, c'est qu'aujourd'hui, Populaire et Humanité, brouillent la piste. On parle de quelques exclus, on minimise les incidents, on déforme outrageusement les faits.

En réalité, c'est plus du tiers de notre Jeunesse socialiste, c'est toute la gauche révolutionnaire qui est frappée. Par une mesure bureaucratique, la majorité a voulu se séparer brutalement de la minorité, en excluant brutalement les principaux représentants de celle-ci.

Les marxistes savent depuis longtemps que pour les réformistes les termes de démocratie, de discipline, d'unité, ne sont qu'autant de feuilles de vigne pour leur camelote petite-bourgeoise.

Aujourd'hui les Jeunes révolutionnaires viennent d'en percevoir la preuve éclatante. Ceux qui passaient leur temps à brandir les statuts comme une camisole de force pour les élans révolutionnaires des jeunes, ceux qui invoquaient sans cesse la discipline, n'ont pas hésité à fouler aux pieds les statuts et cette discipline pour perpétuer leur mauvais coup contre l'avant-garde. On lira le procès-verbal des débats : il fourmille d'actes de provocations arbitraires et de violations des droits de la minorité. **Et, paradoxe singulier, tandis qu'on dénie aux jeunes le droit de prendre des décisions politiques, on les autorise en revanche à prendre la décision des décisions, c'est-à-dire l'exclusion du tiers d'entre-eux, sans consultation préalable de la base, et sans avoir reçu aucun mandat.**

Ceux qui parlent de libre discussion et d'unité dans le cadre de la démocratie, viennent d'accomplir un acte de scission. Ils ont voulu amputer la J. S. de sa partie la plus vivante, la plus soucieuse des principes, la plus courageuse dans le combat quotidien.

Les responsables ?...

On ne saurait rendre responsables de ce crime contre le mouvement ouvrier, les délégués de province qui avaient été excités sur la base d'incidents systématiquement provoqués.

Les responsables, ce ne sont pas seulement ces jeunes « dirigeants » (?) du C.N.M., dont l'un (le délégué de la Haute-Garonne) a avoué dans son intervention qu'il fallait se débarrasser de ceux qui menaçaient la direction, de ceux qui auraient bientôt la majorité (quel aveu !...)

Non, les responsable, ce sont principalement les agents conscients du stalinisme et du réformisme. Les responsables, ce sont ceux qui ont donné l'ordre, c'est l'équipe de l'Union sacrée, Blum-Zyromski-Thorez-Staline.

Oui, les jeunes sont frappés pour leur résistance farouche, à la politique d'union sacrée et de collaboration de classe des directions staliniste - réformiste. En luttant contre la défense nationale, les Jeunes défendent leur peau. Pour les Blum-Zyromski Thorez-Staline, ils se rendent passibles d'exclusion.

Nous, nous disons aux Jeunes révolutionnaires : aujourd'hui, dans l'effondrement du mouvement ouvrier, c'est vous qui représentez les traditions les plus authentiques de lutte du prolétariat français : l'antimilitarisme, l'antipatriotisme. Une victoire éclatante est au bout de vos efforts. Nous autres, adultes, militants de la Fédération de la Seine et des autres régions de France, nous ne vous considérons pas comme exclus par la plus irrégulière des décisions. Nous savons que de nombreux militants honnêtes, qui sont loin de partager les conceptions de notre tendance, n'accepteront pas le crime de scission.

Pour nous, l'Entente de la Seine, dans sa composition actuelle et avec ses dirigeants, continue.

Elle continue son combat révolutionnaire par la conquête de la jeunesse ouvrière.

Les révolutionnaires du Parti tendront fraternellement la main aux révolutionnaires de la Jeunesse. A l'exemple de Marceau Pivert, ils se proclameront solidaires des jeunes. Des comités de solidarité dans toutes les sections doivent affirmer la volonté d'imposer la réintégration des exclus.

Sans doute, l'I.C. qui depuis son dernier congrès, n'a enregistré sur le plan mondial que des défaites, mettra-t-elle à son actif, comme une victoire l'exclusion des trotzkystes. Une victoire de même ordre est aussi remportée en France par les réformistes et les stalinistes. Ces gens-là qui sont incapables d'organiser une résistance sérieuse aux décrets-lois, et qui clament sans cesse leur volonté de « dissoudre » tantôt la Chambre tantôt les Ligues, viennent enfin de dissoudre quelque chose : le Groupe jeune bolchevik-leniniste, qui, d'ailleurs, n'existait pas comme distinct du G.B.L. !

Nous devons, en conclusion, formuler l'avertissement qui s'impose.

Cet acte de capitulation devant le stalinisme est une menace pour tous les éléments qui n'approuvent pas la politique des directions.

Aujourd'hui on commence par la Jeunesse, demain on continuera par les révolutionnaires du Parti, puis par tous ceux qui à un titre quelconque, voudront s'opposer à la bureaucratie. D'ailleurs, au congrès de Lille, l'agent staliniste Dumon a averti le camarade Rous, de la C.A.P., qui avait demandé vainement la parole, que bientôt « ce serait son tour ! » D'autres délégués ajoutèrent qu'on excluerait aussi Marceau Pivert.

Accepter l'exclusion, c'est accepter la méthode d'étranglement bureaucratique, l'étouffement de la démocratie intérieure, comme base de la future unité.

Contre les exclusions !

Pour imposer la réintégration des exclus et la libre discussion !

Pour l'unité révolutionnaire, serrons les rangs !

L'Entente continue

A la dernière séance de la Conférence nationale des Jeunesses socialistes à Lille, **la motion d'exclusion a été votée par 3667 mandats contre 1534 et 331 abstentions.**

Nos camarades savent par le compte rendu du Congrès et les articles publiés ci-contre, dans quelles conditions cette criminelle décision de scission a été arrachée à une majorité de délégués, aveuglés de calomnies et que leur base n'avait pas mandaté à cet effet. *Personne ne croit que c'est treize militants que l'on a voulu couper du mouvement. Les citoyens responsables du C.U.M. et de la bureaucratie socialiste qui ont provoqué cette infâme décision savent qu'ils ont décapité par une telle mesure les Jeunesses socialistes de Seine et de Seine-et-Oise,* mais ils ont par là-même pris la responsabilité d'exclure du mouvement jeune socialiste, le tiers de la fédération nationale.

Ils savent l'indignation qu'une telle opération soulèvera dans nos fédérations adultes de Seine et de Seine-et-Oise, qui mettront leur honneur à se solidariser avec les exclus et qui le font déjà. Ils savent que tous les éléments conscients du pays, que plus de quinze fédérations de province refuseront d'accepter ce coup de poignard dans le dos du mouvement révolutionnaire. *Le mécontentement gronde dans tout le pays. Des lettres comme celle de nos camarades de Meaux, nous en avons reçues à poignées. Nous les publierons à mesure. Face aux deux politiques du mouvement ouvrier ; la politique prolétarienne de la révolution d'Octobre ; la politique réformiste-stalinienne de la capitulation allemande devant Hitler, nos magnifiques camarades n'hésitent pas :* ils prennent toutes leurs responsabilités.

De tous côtés nos camarades nous écrivent : Que faire ? Ici, mettons nos camarades en garde contre tout mouvement irréfléchi. Plusieurs d'entre eux, des fédérations entières parlent de démission, de formations autonomes. Non camarades ! Plus que jamais nous crions : Vive l'unité révolutionnaire de la jeunesse socialite ! *Plus que jamais nous disons : contre toute scission criminelle du mouvement ouvrier !* La scission, ce n'est pas nous qui la voulons. *Nous exigeons la réintégration des treize camarade exclus !*

Nous exigeons la nomination d'un C.N.M. représentant l'ensemble de la Fédération nationale et non pas un congrès coupé du tiers de sa fédération, frappant d'une stupéfaction consternée la plupart des autres délégués !

A l'heure où le fascisme progresse, où la guerre avance à pas de géant, nous exigeons la possibilité de pouvoir défendre dans les ranges ouvriers notre politique d'action révolutionnaire ! Appuyés sur l'élan magnifique et enthousiaste de nos militants de Seine-et-Oise, forts du soutien de nos fédérations de province, du Rhône, du Finistère, de l'Yonne, de la Nièvre, de la Côte-d'Or, de l'Isère, du Morbihan, du Cher, de la Drôme, etc. Nous disons : L'ENTENTE CONTINUE !

Camarades, vous n'avez qu'une commission exécutive : celle que vous avez nommée et à laquelle vos motions de protestations ont renouvelé votre confiance. Camarades, vos commissions de travail continuent. Demandez-leur des directives. Dès maintenant, nous organisons à travers le pays, spécialement à travers la région parisienne, des campagnes de meeting, de tracts contre la guerre et l'Union sacrée, pour la défense ouvrière, pour un programme d'action révolutionnaire, pour la constitution de comités d'usine, de comités de jeunes chômeurs, pour l'adhésion des jeunes aux syndicats ! Camarades ! Militants ! Tous en avant pour l'élargissement de l'Unité ouvrière sur les bases du marxisme révolutionnaire. ! RIGAL.

350 MILITANTS DES JEUNESSES SOCIALISTES APPROUVENT LA POLITIQUE DE L'ENTENTE

L'Assemblée enthousiaste acclame ses délégués au Congrès

Vendredi dernier, l'Entente des J.S. était réunie pour entendre le compte rendu de ses délégués à Lille. 350 jeunes étaient là ; près de 60 groupes étaient directement représentés. De nombreux adultes, inquiets des décisions de Lille, étaient venus. Et cependant, le *Populaire* n'avait pas passé la convocation !

C'est dans une chaude atmosphère de solidarité et d'enthousiasme que la séance se déroula sous la présidence de Lissansky. L'*Internationale* éclata à plusieurs reprises, saluant les « exclus ». De véritables ovations saluèrent les interventions de *Zeller* et *Rousset*, affirmant la volonté de l'Entente de maintenir son droit à la lutte pour des positions révolutionnaires.

Rousset fit le compte rendu du Congrès, montrant que derrière les questions de « discipline » brandies contre la gauche, contre les bolcheviks-léninistes, il y avait la volonté de la direction d'empêcher toute dénonciation de l'Union sacrée et de la politique du gouvernement bourgeois de « front populaire » que nous mijotent les divers Partis. Malgré les exclusions, l'Entente continuera. A l'appui, il lit une série d'ordres du jour de solidarité qui déclanchent des vivats enthousiastes.

Dufour, du C.F.M. illégal, se trouvant dans la salle, pour « suivre le mouvement » selon sa propre expression, fut invité à se prononcer sur les exclusions. Il s'y refusa, tout en s'entortillant dans

(*Voir suite page 4*)

PROTESTATION

CONTRE LES SCISSIONNISTES

BOULOGNE-BILLANCOURT

Les Jeunesses socialistes de Boulogne-Billancourt, réunis le 1er août 1935, après avoir entendu les camarades délégués à Lille faire le compte rendu du congrès, *protestent* contre l'attitude de la majorité de ce congrès, contre l'absence de démocratie qui y a régné et contre la manœuvre politique qui y a été engagée contre l'aile gauche du mouvement socialiste.

Considèrent l'exclusion de 13 camarades de la Seine comme irrégulière.

S'engagent à redoubler d'ardeur pour faire grandir l'Entente de la Seine, et à faire campagne dans les J.S. et dans le P.S. pour la réintégration des exclus.

Se solidarisent avec l'attitude des exclus et ne reconnaissent pour dirigeants de leur Entente que ceux qu'ils ont régulièrement investis de leur confiance.

STAINS

Le groupe de Stains, après un exposé de *Corvin* sur les incidents du congrès de Lille, se solidarise entièrement avec Fred Zeller, Rousset, Lissansky et les autres camarades exclus. Le groupe ne reconnaît que la C.E. fédérale élue au dernier congrès administratif et n'en accepte pas d'autre.

D'autre part, apprenant que Fred Zeller a une demande d'exclusion du parti, la section adulte le désigne comme délégué des adultes auprès des jeunes et lui demande de prendre la parole au nom de la section au grand meeting qui aura lieu mardi prochain au Gymnase.

MONTROUGE

Le groupe de Montrouge, après les explications du camarade Corvin, considérant que les exclusions du Congrès de Lille ne sont pas statutaires, décide, sans préjuger du fond politique, de considérer les exclus comme toujours membres des J.S. et toujours titulaires des postes responsables que la base leur a confiés jusqu'à leur réintégration qu'il réclamera auprès des organismes responsables jeunes et adultes.

LE 5e GROUPE

Le 5e groupe, après les explications du camarade *Zeller*, vote le même ordre du jour que Montrouge.

MEAUX

Camarade F. Zeller, je te fais parvenir une copie de lettre que j'ai envoyée à la C.A.P. et au camarade Léon Blum, lettre de protestation contre les exclusions prononcées à Lille. Ces lettres sont faites en complet accord avec mes camarades jeunes et adultes formant le bureau. *Nous sommes et restons solidaires des camarades exclus.*

Et nous t'assurons, camarade Fred, de tout notre dévouement et notre sympathie.

J.S. de Meaux.

Camarades de la C.A.P.,

Je suis mandaté par le groupe des J.S. de Meaux et par le Bureau qui comprend des membres adultes, pour protester au nom du groupe, au nom du Bureau et en mon nom personnel, contre l'exclusion de nos camarades. Nous considérons ces exclusions comme nulles, parce qu'elles sont en premier lieu les exclusions de partipris des fédérations de province contre nos camarades de la Seine.

D'ailleurs, tous les camarades que j'ai vus et interrogés et à quelque tendance qu'ils appartiennent sont révoltés de ce Congrès. Nous ne reconnaissons aucun droit à ce Congrès de prononcer des exclusions ; c'est illégal et antistatutaire, et c'est pourquoi nous continuerons à considérer F. Zeller et les exclus, comme étant les majoritaires, F. Zeller, en particulier, comme étant toujours notre chef.

Nous avons envers lui, comme envers Corvin, Lissansky, Rousset, une dette de reconnaissance, c'est à eux que l'on doit le groupe des J.S. de Meaux, ils nous ont toujours aidés dans nos réunions, dans nos meetings, ils ont toujours répondu à nos appels.

Ils ont développé le mouvement socialiste dans notre région. Ça, voyez-vous camarades, c'est des choses qu'on n'oublie pas. A Meaux nous sommes fiers quand un F. Zeller, un Corvin, un Lissansky, un Rousset, y viennent prendre la parole au nom des J.S., parce qu'ils sont des mi-

(*Voir suite page 4*)

Les exclus en appellent au Parti !

Notre Camarade Rous, de la C.A.P., a transmis à celle-ci la lettre suivante :

Camarades,

Nous lisons dans le Populaire du 1er *août la déclaration suivante : « La Conférence Nationale charge le C.N.M. d'assurer l'exécution de la motion d'exclusion qu'elle a votée et de prendre à cet effet, toutes les décisions nécessaires. Elle le charge également de prononcer, s'il les estime désirables, les réintégrations des camarades exclus qui en feraient la demande étant entendu que ceux-ci devront donner au préalable toutes les garanties nécessaires. »*

Il importe, à cette occasion, que nous rappelions les faits et les conclusions qui en découlent.

Au Congrès National de Lille, après que la demande d'exclusion ait été déposée, la citoyenne Mireille Osmin, fit connaître à la tribune les conditions dont l'acceptation par les camarades visés devait entraîner le retrait de la proposition d'exclusion.

Bien que la délégation majoritaire de la Seine fut unanime à s'élever contre le caractère dictatorial et vexatoire de telles conditions, soucieuse de n pas rompre l'unité de la Jeunesse Socialiste, elle donna mandat aux Camarades Rousset et Zeller d'accepter ces conditions dans un esprit de volonté unitaire. Malgré leurs demandes réitérées, malgré l'intervention du Camarade Rous, de la C.A.P., le précident, citoyen R. Evrard, refusa obstinément de leur accorder la parole, les délégations du Nord et du Pas-de-Calais les couvrirent d'injures et de menaces, se refusant à toute déclaration, hurlant leur volonté d'exclusion pure et simple.

Notre déclaration, nous l'avons faite au Congrès, elle est acquise pour nous, elle est un fait. Soulignons ici une fois de plus, l'esprit dans lequel nous l'avons décidée. C'est une déclaration collective. Solidaires dans l'élaboration d'une ligne d'action révolutionnaire, nous ne saurions accepter que soient arbitrairement exclus de la réintégration tel ou tel de nos Camarades, nous ne saurions non plus, à aucun titre, considérer cette déclaration d'acceptation des conditions Mireille Osmin comme le reniement d'une politique élaborée par la base de nos fédérations, indispensable à l'action ouvrière dans la situation actuelle. Soucieux de maintenir l'unité de la Jeunesse, désireux d'éviter toute provocation à la scission, nous acceptons dans cet esprit les propositions faites.

C'est honnêtement que nous faisons cette déclaration. C'est honnêtement et conséquemment que nous demandons qu'elle soit enregistrée. Par conséquent, il importe que les organismes directeurs, centraux ou fédéraux, qui sortent des débats politiques du Congrès, reflètent l'ensemble de notre Fédération Nationale, ou alors il faut avouer que la représentation des divers courants politiques n'est plus qu'un vain mot. *Nous considérons donc comme arbitraire antistatutaire et irrecevable le C.N.M. nommé (?) par le dernier Congrès National,* amputé du tiers de sa délégation. *Une telle direction ne représente que la majorité du Congrès, ne représente surtout que la volonté d'étouffement bureaucratique renforcée de la majorité de l'ancien C.N.M., nous ne saurions davantage considérer comme statutaire et démocrati-*

(*Voir suite page 4*)

La vérité sur la Conférence Nationale des

(28 et 29 juillet 1935)

Les extraits du compte rendu de la Conférence nationale des J.S. de Lille nous ont été transmis par la délégation de la Seine à cette Conférence.

Discussions sur le rapport moral

BRESLER (minorité C.N.M. est applaudi par la gauche). Il critique le rapport moral. Manque de liaison entre le C.N.M. et les fédérations. Travail désordonné du C.N.M. qui ne s'est réuni que quatre fois en un an, etc. (applaudissements à gauche).

ROUSSET. Pas de programme révolutionnaire. Rien de concret pour les paysans. Comment lutter contre la guerre. Qu'a-t-on fait pour le travail anti. L'exemple de la Seine et les manifestations du 14 juillet.

LAGORGETTE demande à Rousset ce que le C.N.M. devrait faire concrètement.

ROUSSET :

1° Prendre position contre la Défense nationale ;

2° Former des comités de jeunes chômeurs ;

3° Interventions aux portes des usines ;

4° Organisation nationalement du travail anti ;

5° Organisation nationale des J.G.S. ;

6° Faire entrer les jeunes dans les syndicats (applaudissements à gauche).

GÉNIA intervient sur le théâtre ouvrier, arme de propagande.

GODEFROY (*l'Assemblée debout chante la Jeune Garde*). On ne défend ni la démocratie ni l'U.R.S.S. par la guerre. Par la tolérance on ne supprime pas le capitalisme on s'intègre à lui. Nous ne parviendrons à rien si nous n'entretenons pas chez les soldats l'action révolutionnaire. (*Longues acclamations à gauche.*)

LE CORVISIER (Finistère). Refus du travail anti.

SORTON (Oise). Certaines tolérances sont inadmissibles.

RIVET (Haute-Vienne). Critique vertement le rapport du C.N.M., il demande à la droite du congrès de respecter la démocratie dans ce congrès. (*Acclamations à gauche.*)

La Seine expose son travail

FRED ZELLER (*Minorité C.N.M. est applaudi par la gauche*).

Il répond à des attaques de la droite. « Nous sommes des gens honnêtes dans notre fédération (ricanements à droite). Le C.N.M. a flotté, et ne nous a donné aucune directive et aucun mot d'ordre... Rien comme renseignements pour nos réunions communes avec les J.C. ; aucune directive sur les problèmes politiques nouveaux. La crise dans les J.S. vient de votre carence. (*Des camarades du Nord qui applaudissent Zeller sont assommés par le service d'ordre.*)

Vous attaquez continuellement la Seine, sans vouloir comprendre et connaître le travail effectué.

Nous avons fait plus de 600 adhésions en 1 an, alors que le Nord a perdu près de 300 adhérents.

Nous n'avons plus confiance dans la bureaucratie du Parti.

Elle a nagé complètement durant les événements du 6 février, qu'elle s'est refusée à prévoir...

LE PRÉSIDENT interrompt violemment, soutenu par la droite. A gauche on crie : « Respectez la démocratie ».

FRED ZELLER. A chaque instant nous sommes obligés de décider nous-mêmes à force d'attendre vos directives, qui ne viennent pas.

Vous êtes solidaires de la politique qui consiste à ratifier les accords de Rome, à s'abstenir sur la défense passive, et à préparer l'Union sacrée...

(*La droite hurle, le service d'ordre frappe les délégués de la gauche qui acclament Zeller.*)

FRED ZELLER rappelle notre attitude pendant les manifestations du 14 juillet.

Il fait connaître les essais de noyautage tentés par les J.C. (entrevues avec Kossarev et Tchémodanov, les propositions scandaleuses faites à Pertuisot, secrétaire du 15e groupe pour créer à l'intérieur des J.S. un mouvement dirigé vers l'adhésion à la IIIe Internationale.) (Longue sensation.) Il demande une commission de contrôle contre Dumon à fin d'exclusion pour son attitude très louche depuis quelques mois. Il cite des exemples à l'appui.

Vous voulez dissoudre les J.S. de la Seine ? Vous ferez le jeu des staliniens et du fascisme !

Incidents violents. Le Président interrompt. La gauche crie continue ! La droite crie assez ! Zeller est contraint de quitter la tribune en disant :

Nous ne luttons pas contre vous camarades ! Nous luttons contre la bureaucratie qui vous étouffe et vous chloroforme. Pourvu que vous ne compreniez pas trop tard ! Nous lutterons tant qu'on nous le permettra dans les J.S. et le Parti sur une plateforme socialiste et révolutionnaire avec la fierté de penser que cela suffit !

(*La gauche entière se lève, acclame l'orateur et chante l'*Internationale. *Lelong, de la Seine, est odieusement frappé, Bressler, assommé, s'évanouit et est emporté par les camarades de la Seine.*)

LAGORGETTE ne veut pas prendre parti. Tout cela est dû à l'existence de fractions. (*Incidents nouveaux. Le service d'ordre du Nord frappe les délégués de la gauche. Des camarades crient : A bas les nervis !*)

LECOMTE (*Nord, quitte la salle avec le service d'ordre qui frappe Lagorgette.*)

LAGORGETTE. La discipline c'est la force. Vous avez apporté des critiques inadmissibles contre le Parti. Nous exigerons du Congrès des moyens pour exclure immédiatement ceux qui se sont mis en dehors de l'organisation par indiscipline.

ROUS (C.A.P.) *demande la parole, elle lui est refusée.*

LAGORGETTE non inscrit, reprend la parole.

BIEAU réclame l'exclusion des bolcheviks-léninistes et attaque Zeller.

FRED ZELLER demande la parole pour se justifier, on la lui refuse.

BIEAU demande pour le prochain C.N.M. des camarades présentant un minimum de garanties (*violentes protestations à gauche.*). Nous avons toujours dans les Congrès, des camarades qui font les marioles mais fuient quand les flics arrivent !

(*Huées à gauche.*)

UN DÉLÉGUÉ. Des exemples au moins, triste individu !

BIEAU. Les J. S. de la Seine ne sont pas allés casser la gueule au 50.000 Croix de Feu à l'Arc de Triomphe. (*La droite applaudit, la gauche hue l'orateur.*)

BIEAU demande l'exclusion des B.L.. (*Acclamations à droite et à l'extrême droite.*)

Parole à ROUS *pour 5 minutes.* Il y a quelques mois il y avait fraction antitrotskyste qui fait maintenant motion commune avec les B.L. (Assentiment : Marceau Pivert, lettre).

En ce qui concerne les incidents, des camarades non délégués sont entrés à quatre fois dans la salle pour frapper des délégués de la Seine.

La question n'est pas formelle mais politique. Lagorgette a reconnu la faute du service d'ordre. Cause profonde, fraction ? Préjugés entretenus chez les camarades de Province sur ceux de la Seine que l'on critique sans les connaître.

Aucune preuve concrète de l'indiscipline de la Seine qui défend sa politique, il ne faut pas l'exclure.

Il y va de l'avenir des J.S. et du Parti dans toute la fédération de la Seine. Ceux qui parlent d'unité doivent la vouloir d'abord à l'intérieur du Parti. (*Vifs applaudissements à gauche.*)

CHOCHOY parle d'une lettre de Craipeau. CRAIPEAU demande lecture. (*Violente interruption, refus de lire.*)

COLL. Vous n'avez pas le droit de prendre position contre la défense nationale.

LAGORGETTE. L'unité d'action a été et devait être réalisée de sommet à sommet et non de base à base.

Je reconnais que Zeller et Bresler ont cherché à collaborer avec le reste du C. N.M. et qu'ils ont toujours eu une attitude très courtoise.

ROUSSET intervient sur la nécessité de non tolérance à l'égard des fascistes.

LAGORGETTE. Ne pas engager extérieurement les Jeunesses sur une question en suspens.

BRESLER. La classe ouvrière a pris position. (*Applaudissements à gauche.*)

LAGORGETTE. ...Ni contre la défense nationale. Ni pour les milices. Pour les comités, s'en remettre à l'action syndicale. Pas de politique personnelle des J.S.

RIGAL. Action menée en accord avec la C.G.T. (Grands magasins).

LAGORGETTE. Il est inadmissible de faire le procès du Parti. On n'a pas le droit quand on est à la porte du Parti de se poser en censeur du Parti. Jamais le Parti ne tolérera que les Jeunesses fassent en dehors de lui une action qui ne soit pas conforme à sa politique.

BUSSON (Sarthe). Aucun travail n'a été fait en direction des paysans. Ils représentent pourtant 50 % de la population. Ils ont perdu la confiance de l'Etat. Maintenant deux voies s'ouvrent devant eux, ou le fascisme ou la libération des travailleurs par le Socialisme. *Présente une motion.* (*Il est longuement applaudi par la gauche.*)

LISSANSKY. Fait remarquer que Zeller ne pouvait pas assister aux réunions de la commission de propagande du C.N.M. étant à la même heure occupé par son travail de secrétaire fédéral. (*Ricanements à droite.*)

« Révolution » se défend

MAINVILLE (Gers). Nécessité d'une action antimilitariste dans les campagnes. Propagande pour les offices nationaux. (*Applaudissements à gauche.*)

COLL. — N'admet pas que le délégué de la Sarthe ait inscrit *Révolution* à côté du Cri des Jeunes pour mener une campagne sur la paysannerie.

BUSSON (Sarthe). C'est à la demande de plusieurs Fédérations rurales !

LAMARQUE attaque violemment Busson qui vient chercher des postes dans le congrès. (*Le congrès hue Lamarque.*)

CORVIN. Le « Cri des Jeunes » n'est pas un organe de combat. Veut parler de *Révolution.* Violents incidents de la droite qui ne veut entendre parler de « Révolution ». « Cri » 30.000 vendus, « Révolution » 80.000. Quand nous faisons fédéralement plus du double de ce qu'on fait nationalement, nous avons droit de parler. Demande position politique plus nette du « Cri des Jeunes », particulièrement sur la défense nationale. Demande également une page ouvrière plus vivante. Fait remarquer que « Révolution » n'est pas un organe de tendance. Exemple : dans notre enquête sur la défense nationale nous avons publié des lettres exposant une position contraire à la nôtre.

MARIA CRAIPEAU. « Révolution » répond aux aspirations des jeunes ouvriers et se vend beaucoup mieux que le « Cri des Jeunes ».

COLL. Nous pourrions avoir un organe fédéral mais nous n'en n'avons pas par discipline. Nous ne vendons pas le « Cri » dans la rue, mais l'abonnement est obligatoire pour tous les J.S.

ZELLER répond à Coll que nous n'avons plus fait paraître « Révolution » en tant qu'organe fédéral. (*De longs incidents. Bruits divers. A droite: « Scissionnistes ». A gauche : « Unité ».*)

COLL. — Vous avouez vous-mêmes que « Révolution » est un organe de tendance. Je m'étonne qu'il y ait parmi les délégués de la Seine de nombreux camarades n'ayant pas un an de parti. (*Violents incidents, les délégués de la Seine sortent leurs cartes ; cris : « Nous sommes au Parti depuis longtemps ! ».*)

CHAUCHOY. Sentez-vous chez les délégués de la Seine la volonté de travailler au développement de notre organe national et de notre mouvement ? Ils attaquent les militants « dévoués et obscurs » qui font un travail effectif, se livrent à un travail de désagrégation. Je veux bien vous croire riches et ne pas mettre en doute l'origine de vos ressources. (*Violents mouvements de séance, les délégués de la Seine crient : « Nous sommes des honnêtes gens ! »*) Vous êtes assez riches pour envoyer tous les quinze jours des numéros de « Révolution » en province.

ZELLER. On sent bien que le Congrès a été préparé de longue date. (*Violentes protestations de la droite.*) Zeller cite une phrase de Vandervelde indiquant que les jeunes ne doivent pas copier à la lettre le Parti.

ZELLER. Nous avons repris « Révolution » comme organe de masse, et c'est pour cela que vous ne pouvez prendre aucune sanction. « Révolution », ici, ne vous intéresse pas ! Je reviens sur la parole de Chauchoy . Nous n'admettons pas ces insinuations. Nous ne sommes pas des flics ; nous avons des dettes personnelles, des camarades ont donné jusqu'à une quinzaine de leur paye. J'irai jusqu'à 10.000 frs de dette s'il le faut, mais « Révolution » paraîtra et vous n'en n'avez pas fait autant. (*Applaudissement à gauche, huées à droite*). Nous avons fait paraître des articles un peu violents, mais c'étaient des articles révolutionnaires et vous ne faites rien contre des hommes qui écrivent dans des journaux bourgeois (*Vifs applaudissements à gauche*). Nous resterons jusqu'au dernier moment dans le Parti où certains d'entre nous ont milité pendant 7 ans, et si vous obtenez des moyens coercitifs pour faire exclure des camarades dans les 48 heures, que la règle soit la même pour tous et qu'on exclue aussi « l'Entente du Pas-de-Calais », qui a développé le même mot d'ordre que nous contre la défense nationale. Vous nous parlez de lutte contre le Parti, et toi, Coll, tu as mené à Toulouse la bataille contre Billières (*Mouvements de séance*). Nous ne voulons pas scissionner ce mouvement, nous voulons développer la J.S. française et en faire un organisme de masse des jeunes. Et ce n'est possible qu'en restant sur la plateforme que nous avons adoptée. (*Applaudissements à gauche.*)

LE PRÉSIDENT. Le secrétaire national des J.S. estime que le Parti est mis en cause d'une façon inadmissible et demande la parole.

LAGORGETTE. Vous attaquez le Parti pour ne pas avoir exclu plus tôt Frossard. N'oubliez pas que les J.S. sont sous les ordres du Parti et n'ont pas à le juger. Le Parti veut avoir des J.S. dont l'unité ne soit pas interrompue par des questions de fraction. Je m'adresse à vous B.L.

VAN. Nous sommes B.L. en tant que membre du Parti !

LAGORGETTE. Si cela continue nous ne vous admettrons plus à vous éduquer à l'intérieur du Parti, en vous excluant, du moins ceux qui sont connus comme étant les chefs. Vous n'avez qu'un but : dénigrer les J.S. (lettre d'hier soir). Faites bien attention à ce que vous ferez avant la fin du Congrès. (*La gauche réclame lecture de la lettre de Marceau Pivert, cris variés, la gauche : « Marceau Pivert », la droite : « Paul Faure ». Un délégué : « Nous exclurons également Marceau Pivert et ses emmerdants* (sic).)

THÉVENET. Nous aussi, nous sommes attachés à notre organe fédéral, mais pas dans les mêmes buts que vous. Nous en avons besoin pour le travail dans les usines, mais nous le refusons en tant qu'organe de tendance. Reprend proposition de la motion Mireille Osmin. Articles politiques sous le contrôle du C.N.M. ainsi que les finances de « Révolution ». Commande de 10.000 numéros du « Cri ». (*Incidents : Lamarque, Cerf.*)

CERF aurait dit que Lamarque se faisait graisser la patte pour publier des articles. Il ne l'avait dit que par plaisanterie.

LAMARQUE reproche à la Seine de saboter la diffusion du « Cri » par leurs railleries et leurs injures.

Vote : félicitations à Lamarque à mains levées. La majorité vote pour le rapport sur le « Cri ».

Proposition d'exclusion

Cinquième séance. LE PRÉSIDENT lit la résolution de Bieau considérant que les camarades de la Seine se sont prononcés pour l'affiliation à la IVe Internationale, étant donné leur politique de dénigrement à l'égard du Parti et des meilleurs membres des jeunesses, le congrès décide la dissolution du G.B.L. et l'exclusion des camarades dont les noms suivent : Rousset, Zeller, Craipeau, Maria Craipeau, Bresler, Braudo, Corvin, Rigal, Génia, Lissansky, Van, Makarovsky, Péro (*Incidents*). La gauche réclame la lecture de la lettre de Marceau Pivert. Après l'intervention de Lagorgette, la droite proteste, le président refuse.

Intervention de Lagargette

LAGORGETTE rappelle ses avertissements aux camarades de la Seine contre certains de leur excès. Demande d'éviter les excès en tout sens et la motion d'exclusions est aussi un excès. Il me semblait raisonnable tout en fixant les limites permises de donner au C.N.M. les moyens d'exclure dans les 48 heures les camarades qui passeraient les limites. Je voulais une solution moyenne. Mon influence dans ce congrès est considérablement diminuée et je crains bien de me dépenser en vain pour vous sauver. Une fois exclus, vous ne serez plus rien, pas même de la poussière et vous perdrez la possibilité d'éduquer les camarades qui étudient avec bonne foi les problèmes les plus sérieux ; il serait regrettable que nous n'ayons plus dans notre organisation des camarades qui se vouent à l'étude et à la théorie et dont le départ nous priverait d'un sang vigoureux et jeune.

N'insistez pas pour obtenir des mesures qu'on pourrait croire dictées par une majorité qu'on sait certaine d'avance, je propose un accommodement : « Le Populaire » ne peut plus continuer à faire passer des convocations des fractions, ces camarades ne peuvent plus continuer à faire passer leur intérêt subalterne avant ceux du Parti. Des camarades auxquels je parlais hier soir, me disaient que les Congrès, il y a quelques années étaient un délice à côté de celui-ci et que s'il arrivait que des camarades auxquels on avait confié un poste n'étaient pas à la hauteur de leur tâche, les discussions étaient fraternelles et utiles. Aujourd'hui, il n'y a plus que deux groupes recherchant dans leur vocabulaire les mots les plus cinglants et les injures les plus violentes. Les camarades me disaient que cela ne pouvait plus durer et ils avaient raison... Nous vivons une époque révolutionnaire et il se peut très bien que nous ayons bientôt un gouvernement de front populaire et que celui-ci capitule devant les banques comme en 1932, et que les masses se tournent alors vers le fascisme comme en Allemagne. Les Jeunesses n'auront pas à discuter alors sur des choses plus ou moins importantes. Je veux parler, ici, de la question de la défense nationale à laquelle vous attachez trop d'importance; cela importe assez peu, j'en prends à témoin mon vieil ami Evrard. Cela importe peu qu'on ait raison dans des textes jaunis si on a tort dans la vie. C'est être un bon marxiste que de tenir compte des circonstances dans lesquelles on vit : vous avez eu hier matin des mouvements de révolte contre une manifestation au Monument aux Morts de cette ville ; vous avez lu aujourd'hui, les comptes rendus des journaux locaux, vous avez fait du tort à l'organisation des Jeunesses, et, cependant, selon moi dans le fond vous aviez raison.

Peut-être, camarades B.L., avez-vous raison même dans la pratique contre la majorité du congrès, mais pour avoir raison voulez-vous oui non vivre dans notre Parti ? Il faut vous arranger pour que votre attitude n'incite pas les camarades à vous ouvrir les portes pour vous faire sortir. Il faut que vous disiez à Mireille Osmin, Lamarque, F. Lecomte, B. Chochoy : nous ne sommes pas d'accord avec vous, mais n'écrivez pas que vous les considérez comme des ennemis. Il faut faire le serment solennel de ne plus envoyer de telles missives qui jettent la suspicion sur des camarades coupables de ne pas penser comme vous, mais qui ont le mérite d'avoir travaillé comme ils l'ont fait Votre attitude trop intransigeante n'aurait pour résultat que de renforcer les mesures d'un caractère trop disciplinaire. Si vous continuez à garder votre attitude de supériorité, vous donnez raison à la majorité qui vous considère comme des obstacles. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour vous et je le dirai demain à mes Camarades de la C.A.P.

On me parle de la suppression d'un journal ; tout Camarade a le droit statutairement de créer un journal.

CHOCHOY. Si les camarades sont exclus, la question ne se pose pas.

LAGORGETTE. Si les camarades B.L. sont exclus, il y aura un grand émoi dans la fédération de la Seine et une réorganisation sera nécessaire au moment où beaucoup de bons éléments sont désemparés. Si dans une demi-heure ou dans un quart d'heure vous êtes exclus, ne considérez pas cette mesure comme irréparable (*se tournant vers la gauche*) et quand je vois des camarades rire avec insolence dans un moment aussi grave, je me demande si ce qu'on a dit n'était pas vrai et si ce ne sont pas des agents de la sûreté générale. (*Cri à droite : « exclusion », les délégués du Nord se lèvent et applaudissent, protestations violentes à gauche.*)

LAGORGETTE reprend. Je ne veux pas être plus royaliste que le roi et déployer pour vous autant d'efforts que je le fais actuellement. Moi aussi j'ai un regard clair et je sais y voir. Vous me considérez comme un résidu de cette génération qui n'y connaît rien. En ce moment je dois vous le dire, vous me faites pitié ! Vous avez été accueillis avec joie dans le mouvement, car vous veniez d'un mouvement extérieur, qui a commis des erreurs, mais qui a agi. Vous avez pu librement agir dans notre mouvement et maintenant vous voulez tout y changer sans rien attendre.

Vous nous dites : vous, vous êtes de pâles réformistes, vous n'êtes capables de rien et vous ne vous croyez pas capables de mettre fin à ce toupet que l'on voit à certain d'entre vous (*applaudissements frénétiques à droite*). Il y a dans vos regards, vos manières, vos interventions, plus de haine contre vos camarades que contre l'ennemi commun (*vifs applaudissements à droite*). Je m'adresse à vous fraternellement : si la motion était votée je vous demande de ne rien faire, mais je demande aussi à la majorité de réfléchir, de pencher à l'indulgence, à la compréhension. Et je vous demande à vous (se tournant vers la gauche) de venir ici porter les apaisements nécessaires et si c'est fait dans quelques minutes, le mouvement des Jeunesses continuera et portera toute l'unanimité de ce congrès comme je l'espère. (*Longs applaudissements à droite.*)

Le Président R. EVRARD. Je suis d'accord avec Lagorgette : Le Parti verrait avec effroi un mouvement de scission. Depuis la scission de Tours nous avons connu des événements qui ont empêché la classe ouvrière d'avoir toute sa force et au moment où l'unité est prête à se réaliser je vous conjure de faire un effort sur vous-même, afin que nous n'ayons pas à prendre cette décision, ce qui serait pour nous une vraie douleur.

Entendons-nous pour désigner de part et d'autre deux orateurs à condition que la minorité de la Seine puisse s'exprimer.

CERF. Je demanderai la parole au nom du groupe spartacus. (*Bruit confus.*)

CHOCHY. Il y a ici des marxistes, des socialistes il n'y a pas de spartakistes. (*Applaudissements à droite, protestations à gauche.*)

Discours de Rousset

ROUSSET. Etant donné l'importance du débat je demande qu'on ne limite pas le temps de parole. (*Violentes protestations à droite, mouvement de séance, cri de la gauche : « On n'exclut pas de scamarades sans les laisser se défendre ! Le coup est fait d'avance ! »*)

ROUSSET. J'espère que les camarades de la majorité voudront bien entendre les camarades minoritaires que vous voulez exclure. Vous avez fait des discours contre nous, vous nous donnez dix minutes pour nous défendre ! Vous allez décapiter une fédération révolutionnaire. Avez-vous donc oublié la gravité de la situation actuelle ? Je vous demande de porter toute votre attention et votre réflexion sur ce que vous allez faire. Vous allez exclure des camarades B.L., mais aussi des camarades qui ne sont pas de cette tendance n'ont rien à voir avec les trotskystes, mais aussi toute la fédération de la Seine et plusieurs de Province. Il ne s'agit pas de camarades ayant 6 mois de Parti, mais en grande majorité, des camarades ayant milité depuis longtemps (*Exemple personnel.*)

Sur 714 mandats de la Seine, 27 se sont portés pour l'exclusion. Mais vous ne nous connaissez pas. On a essayé de dresser la province contre notre fédération et pour cela vous allez décider en quelques minutes du sort de la Jeunesse française. Vous parlez de l'adhésion à la IVe Internationale, j'ignorais jusqu'à ce jour son existence. (*Ricanement de B. Chochoy et des autres.*)

Il y a quelques camarades dont je suis qui ont pour mot d'ordre de construire la IVe Internationale. Vous avez fait l'an dernier une réunion de la gauche qui a consommé la rupture avec les régions nordiques. Entre cette attitude et la nôtre quelle est la différence? Vous savez aussi bien que nous que les deux Internationales ont fait faillite. Le problème se pose d'une nouvelle Internationale et c'est si vrai que Marceau Pivert et Zyromski sont membres du bureau de la « gauche » internationale. (*Cris à droite : « Dans le Parti. »*)

ROUSSET. Mais le problème se pose aussi dans les Jeunesses, sinon à quoi serviraient ces réunions et la réunion de Toulouse ? Peut-être direz-vous tout à l'heure qu'en demandant la IVe Internationale, nous voulons faire une scission. Nous disons la nécessité d'une IVe Internationale, mais c'est dans la lutte qu'elle se formera, et en particulier au travers de la Révolution en France.

LE PRÉSIDENT. Je donne à Rousset deux minutes encore !

CHOCHOY (avec un ricanement). Pas davantage !

ROUSSET. Je n'ai pas interrompu Lagorgette, laissez-moi parler ! Vous nous reprochez notre fraction, mais elle n'existe que sur le plan du Parti. Une fraction pour nous, c'est un centre d'élaboration politique. Les camarades qui appartenaient au Parti communiste ont été exclus parce-qu'ils voulaient le front unique !

Nous avons empêché dans la Seine nos J.S. d'être noyauté par les J.C. notre exclusion serait l'affaiblissement de toute la J.S. Je demande aux camarades de la minorité de la Seine si nous n'avons pas travaillé ensemble d'une façon profitable ? Si vous nous excluez, nous continuerons à lutter en révolutionnaire contre le capitalisme, mais nous voulons surtout continuer à lutter avec vous ! Nos camarades de la Seine l'ont compris. (*Vifs applaudissements à gauche.*)

COLL. Nous ne soucions pas de la lutte entre Staline et Lénine. Il faut opposer un bouclier au fascisme et vous ne vous en préoccupez pas. Vous n'êtes que 1.300 dans une agglomération de quatre millions. Comment voulez-vous que les camarades viennent aux J.S. pour entendre des discussions politiques qu'ils ne peuvent comprendre. Allez donc expliquer aux paysans vos théories bolchéviks-léninistes, mais vous n'avez pas un brin de psychologie. Rousset tu as dit tout à l'heure, si nous sommes exclus nous continuerons à lutter dans la rue avec vous, c'est faux ! En dehors des J.S. vous ne serez plus rien ! Il y a des camarades qui sont vos

Jeunesses Socialistes

victimes qui ont été entraînés par vous. Ce n'est pas une scission, mais une exclusion et l'an prochain ç'aurait été la scission. Vous vous seriez étendus en province et c'est parce que vous êtes un danger que nous vous excluons ! (*Applaudissements frénétiques à droite, cris répétés: exclusion.*)

Le Président. — Je donne la parole à Rous de la C.A.P.

Chochoy. Si Rous parle, comme il parlera au nom du G.B.L. et non de la C.A.P. je demande que Biau prenne la parole après lui. (*Cris variés : il n'y a plus de raison pour que ça finisse ; à gauche on crie: démocratie! La parole à la C.A.P. de la gauche !*)

Le président intervient et fait voter le congrès qui se prononce contre l'intervention de Rous.

. . . . . .

Discours de Zeller

Zeller. Vous me permettrez de vous dire qu'au moment de prendre la parole pour la dernière fois dans un Congrès des J. S., que ce n'est pas sans une certaine émotion que je le fais, car je pense que je serai sans doute ce soir dans la charrette des condamnés !... Je ne veux pas faire de questions personnelles, mais j'ai toujours fait mon possible. Nous avons rendu de grands services à notre fédération adulte, et quand nous dirons à André Marty, Capgras et Suzanne Buisson qu'on nous traite comme des galopins, elles éprouveront une peine bien compréhensible. Notre fédération a toujours excusé notre faiblesse, car elle sait l'effort énorme que nous avons fourni pour le Parti, vente de journaux, réunions, meetings, service d'ordre, etc. J'en appelle à Mireille Osmin, nous avons fait 345 réunions en un an, permettez-moi de le dire puisque c'est la dernière fois que nous parlons... Nous avons essayé de dégager une ligne révolutionnaire pour la jeunesse ouvrière française, nous l'avons fait sans rien cacher de nos conceptions. Et je comprends, dans une certaine mesure, que vous ayez été choqués par l'ardeur que nous avons mis à les défendre. Vous n'étiez pas habitués à entendre un tel langage dans nos congrès, car jamais vous n'avez eu la possibilité d'étudier et de discuter les problèmes politiques comme nous l'avons fait avec autant de sérieux dans notre fédération ! Vous ne comprenez pas le crime qui est commis ici ce soir, mais d'autres le comprennent pour vous et savent bien ce qu'ils font ! Vous ne vous rendez pas compte de la gravite de la situation politique française, sans cela vous ne commettriez pas ce crime !

Lagorgette vous parlait tout à l'heure du gouvernement de Front Populaire, il se peut qu'il y ait alors un mouvement fasciste beaucoup plus puissant que celui du 6 février 1934 et que fera la fédération adulte de la Seine sans ses 1.500 camarades des J. S. ? Nous avons été coude à coude dans la bataille au côté des adultes. Nous faisions tout ce qu'il était dans notre pouvoir de faire et quand la situation deviendra franchement révolutionnaire et elle le deviendra beaucoup plus vite que vous ne le pensez, vous serez les premiers à regretter de nous avoir exclus et vous viendrez nous rechercher ! Nos camarades B.L. sur 750 mandats en ont eu 165, c'est vous dire que la fédération n'est pas entièrement B.L. Il y a eu divers courants qui se sont affichés, mais à mesure que la situation empirait, nous avons compris qu'il était indispensable de réunir les camarades des diverses tendances sur un minimum de points d'accord. Les tendances majoritaires se sont réunies sur une motion commune qui nous aurait permis de faire ensemble un travail pratique.

Il faut bien comprendre notre situation envers les J.C. dans la région parisienne. Notre seul moyen de résister au noyautage était d'avoir des mots d'ordre précis. Il y a ici des camarades qui ont voté la motion d'exclusion des trotskystes et qui ont changé d'avis en quelques jours devant les événements. Nos camarades B.L. n'ont pas reçu la même éducation que nous, ils ont été formé à l'école bolchevik et nous en socialistes. Certains camarades en ont été heurtés et il y a eu des frictions. Ceci était au congrès de Boulogne voici huit mois, parce que nous ne les connaissions pas alors et qu'il avait couru des bruits les traitant de policiers.

J'ai été moi-même au 120, rue Lafayette pour demander aux communistes de donner des preuves ou de cesser leur campagne dans l'*Avant-Garde*. J'y suis allé plusieurs fois et on a été dans l'impossibilité absolue de me donner des preuves et pour moi, je puis affirmer jusqu'au bout que je suis certain que ce ne sont ni des policiers ni des mouchards (*appl. à gauche*).

Vous ne pouvez pas les exclure ainsi sans preuve. Je tiens à faire une déclaration au nom de la fédération de la Seine: nous sommes prêts à cesser tout travail fractionnel.

Chochey. Oh ! toi, oui... (*mouvement de séance*).

Rousset. Nous sommes d'accord avec lui ! (*Mouvement de séance.*)

Zeller. Les B.L. ont dissout la fraction jeune et sont entrés au groupe adulte, ils ont tout naturellement des liaisons en province comme vous et moi, et il est assez difficile d'empêcher cela !

Nous sommes prêts à accepter la volonté de la majorité qui sortira de ce Congrès et d'être disciplinés. C'est tout ce que nous pouvons vous dire. Si vous nous excluez, vous commettrez une erreur énorme, un crime irréparable. La Seine, la Seine-et-Oise et bien d'autres fédérations en subiront le contre-coup, au moment où toute la Jeunesse Socialiste doit être unie et forte.

Vous nous excluez, c'est bien ! Mais vous savez, camarades, les événements vont plus vite que vous !... et je souhaite dans cette minute du plus profond de mon cœur qu'un jour prochain, plus proche que vous ne le pensez, nous nous retrouverons tous, au sein d'une seule organisation révolutionnaire de la jeunesse, au sein d'un seul Parti, au sein d'une seule Internationale! (*Longs appl. à gauche. La moitié du Congrès se lève et acclame l'orateur.*)

Les accusateurs

Chochoy. Je remarque que Rousset, à la tribune, n'a fait nullement amende honorable. Nous ne lui demandions pas de se renier. Mais nous lui demandions de dire : « Je suis aujourd'hui seulement un J. S. » et il est venu, au contraire, justifier sa position sur la IVe Internationale. Zeller a été plus modéré, j'ai senti l'émotion qui l'étreignait, je ne veux pas comparer son émotion à celle d'autres hommes... Vous n'avez pas dit que vous regrettiez l'atmosphère irrespirable de ce Congrès. Coll avait raison, je sais que vous ne vous réclamez pas de Jaurès qui disait : « On a jamais raison contre son Parti » dans ses discussions avec Guesde et Vaillant. Vous dites : « Vous déciderez ce que vous voudrez mais nous ne suivrons que notre ligne ». Jules Guesde se posait toujours cette question : « Où est l'intérêt du Parti » et vous devriez aussi vous la poser. Oui, chers camarades, vous devriez vous poser cette question.

Interruptions à gauche. On se la pose précisément !

Chochoy. Matteotti vous dirait aussi que vous êtes des traîtres et des criminels. Vous pouvez ricaner et hausser les épaules dans des circonstances aussi tragiques. Vous avez eu la même attitude devant les paroles de conciliation de Lagorgette... J'admettrai qu'il existe une gauche, mais je n'admets pas son travail fractionnel : faire des circulaires et mettre votre discipline au-dessus de celle du Parti.

(*Citation de la lettre de Bresler à un camarade de Lille au sujet de l'autonomie des J.S.*) ... Quand vous vouliez créer l'autonomie, vous ne vous souciez pas de l'intérêt des Jeunesses, que vous vouliez séparer du grand Parti de Guesde. Zeller se vante de l'activité et du recrutement de l'Entente de la Seine, mais les B.L. sont entrés à 300 chez vous, donc, vous vous vantez d'avoir fait 200 adhésions en deux ans, ce qui n'est pas brillant pour une région de quatre millions d'habitants. (Lecture d'une circulaire que Zeller avait adressé aux militants.) Vous n'avez plus les mots d'ordre du Parti et des Jeunesses. Vous dites : Nous voulons une solution révolutionnaire à la crise. Comment pouvez-vous lancer des mots d'ordre aussi ineptes que celui de mettre fin à la crise par des milices ouvrières? (*Protestations à gauche, cris répétés de crétin, être borné*). Reprenez les formules de Guesde et de Jaurès, elles ne sont pas encore périmées. Au Congrès de Mulhouse, Molinié interrompait Paul Faure qui lui répondit que nous n'étions pas encore mûrs pour accepter les 21 conditions.

Vous êtes venu chez nous semer le désordre et vous voudriez que nous fassions du sentiment ? Ce qu'il faut, c'est peser le pour et le contre. Le pour, c'est l'avance du socialisme, le contre c'est le renouvellement, l'an prochain, de ce Congrès lamentable. Au Congrès du Pré-Saint-Gervais, l'année dernière, quand je n'ai pu parler à la tribune, j'ai vu dès lors que la scission était consommée !... La lutte contre vous est finie, nous nous consacrerons maintenant à la lutte contre le fascisme. (*Appl. prolongés à droite.*)

Le Président lit des déclarations qu'il vient de recevoir : déclarations de solidarité avec les camarades menacés.

Arrivée de Godefroy acclamé par la gauche révolutionnaire. *Spartacus* : déclarations de solidarité avec les camarades. Seine-et-Oise (idem), 19e, Drancy, etc. (idem).

Pero proteste contre sa menace d'exclusion. Il n'est qu'un militant de base qui n'est d'aucune tendance, qui n'a signé aucune motion, il a simplement voté.

Un compromis ?

Mireille Osmin *s'adressant à la gauche.* Je crois qu'il y a encore beaucoup de camarades décidés à militer dans les J.S. Je m'adresse aux camarades visés, afin qu'ils fassent tout pour rester à nos côtés dans la lutte de demain. Je m'adresse à ceux d'entre eux qui sont sincères. S'ils pensent détenir la vérité, qu'ils restent aux J.S. Je leur demande de montrer leur sincérité en ne se détachant pas de nous, et en acceptant un certain nombre de conditions, faites l'effort nécessaire pour les signer et demain nous continuerons la lutte. (*Appl. au centre.*) Voici les conditions :

1° Dissoudre les tendances dans les J.S.

2° Renoncer à la publication d'un organe de tendance.

3° S'engager publiquement à ne pas critiquer le Parti et à ne pas diffuser des mots d'ordre contraires à ceux du Parti.

4° S'engager à ne pas critiquer les alliances du Parti avec d'autres organismes.

5° S'engager à ne pas critiquer l'action des organismes amis.

Zeller crie que la gauche accepte ces conditions.

L'exclusion

Bieau. Je n'accepte pas les conditions de Mireille Osmin.

Lecture du texte de Bieau.

Le Président fait la lecture des déclarations des fédérations suivantes : Loiret, Sarthe, Alpes-Maritimes, Vienne, etc., qui se solidarisent avec la Seine.

Il propose ensuite de mettre aux voix la proposition de Bieau, sans écouter les déclarations de Zeller qui a décidé d'accepter, au nom de l'Entente de la Seine les propositions de Mireille Osmin.

Rous demande la parole. La droite proteste avec violence. Le président refuse la parole à Rous.

M. Osmin. La motion de Bieau étant mise aux voix, je redépose ma motion et les camarades qui voudront la signer pourront le faire individuellement.

Le vote sur la motion Bieau donne les résultats suivants :

Pour, 3.667 ; contre, 1.534 ; abstention, 331.

La lecture des résultats est saluée par des applaudissements frénétiques de la droite. Les délégués de la majorité de la Seine se retirent en chantant l'*Internationale*, accompagnés des délégués d'autres fédérations qui se solidarisent avec eux. Un certain nombre de délégués majoritaires veulent se lever pour chanter l'*Internationale* avec les minoritaires, F. Lecomte les en empêche et les menace. Une émotion intense pèse sur les délégués.

Le service d'ordre fait des gestes de menace et insulte les délégués qui sortent de la salle.

Le 10 Août s'ouvre la Conférence contre la guerre et l'Union Sacrée

C'est le 10 et 11 août, à la salle de l'Hôtel-de-Ville, à Saint-Denis, que se tiendra la Conférence Nationale contre la guerre et l'union sacrée.

Le Groupe bolchevik-léniniste et l'Entente de la Seine des Jeunesses y participent. Nous avons déjà brièvement exposé quelle y sera notre attitude. Nous avons précédemment expliqué clairement la liaison qui existe entre la lutte contre la guerre impérialiste et l'existence des organisations internationales. Le problème sera soumis par nous sans équivoque à la Conférence.

Nous pensons d'autre part, que les différents courants et organisations, syndicales ou politiques, qui seront représentés à la Conférence, devront s'efforcer de mettre debout un programme concret de lutte contre l'Union sacrée actuelle (*Staline-Laval-Jouhaux, etc.*), *et l'action de brigandage actuelle du gouvernement français* (*service de deux ans, budget de guerre inouï, traités secrets, soutien de Mussolini contre l'Abyssinie, etc.*), *Nous y apporterons tout notre soin.*

Nous publions, d'autre part, l'appel des initiateurs de la Conférence. Nous avons déjà dit pourquoi nous ne l'avions pas signé, et quelles confusions graves il contenait.

Le meeting de la rue Albouy

La place nous avait manqué pour rendre compte du meeting tenu dans la salle Albouy, contre la guerre et contre l'Union sacrée.

Collinet, au nom de la Fédération unitaire de l'Enseignement, répondit aux arguments social-patriotes des Staline et Duclos. Il fit l'historique du brillant passé de lutte de la Fédération contre la guerre, et s'associa pleinement à la position de Lénine contre la guerre impérialiste et les différentes variétés de chauvinisme, même pacifiste.

F. Gérard, au nom des bolcheviks-léninistes, fit un large exposé des luttes menées par l'opposition de gauche internationale contre les théories staliniennes du « socialisme dans un seul pays », qui devaient mener à la déchéance actuelle. Il rappela notre opposition aux formules d'Amsterdam, déjà pleines de confusion et montra la nécessité d'un regroupement autour des idées révolutionnaires à l'heure où la guerre fait rage en Extrême-Orient, s'apprête à éclater en Ethiopie, ouvrant ainsi un nouveau cycle de carnage... *l'Internationale* couvrit sa péroraison.

Lissansky apporta le salut de l'Entente des Jeunesses Socialistes et *Marceau Pivert* exposa à grands traits la nécessité d'une lutte active dans les partis ouvriers pour s'arracher de l'ornière social-patriote.

Valois, Treint, René, Lhuillier apportèrent le point de vue de leurs groupements. Un ordre du jour flétrissant l'alliance Staline-Laval fut ensuite votée à l'unanimité.

Abonnement à la « Vérité » :

	France	Etranger
13 nos successifs :	5 fr.	7 fr. 50
26 — —	10 fr.	15 fr.

Renouvelez votre abonnement à temps ! (le numéro d'échéance est indiqué sur votre bande). C. C. P. : Pierre Frank, 1368-55, Paris.

Appel

« *M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité.* »

(Communiqué Laval-Staline).

L'importance de cette déclaration faite au ministre des Affaires étrangères de France oblige tous les militants ouvriers, soucieux de leurs responsabilités, à exprimer publiquement leur émotion et leur inquiétude.

La déclaration de Staline, accepté comme chef par une fraction importante de la classe ouvrière, compromet la lutte traditionnelle menée, depuis la Première Internationale, par les organisations ouvrières contre le militarisme et la guerre. *Elle remet en cause la leçon si chèrement payée que le mouvement révolutionnaire a tirée de la guerre de* 1914.

Le souci de ne pas nuire à l'unité d'action heureusement réalisée entre es deux grands partis prolétariens, et de ne pas retarder l'unité syndicale, que l'on espère très proche, ne peut condamner au silence des militants qui ont toujours fourni d'ailleurs des efforts patients et tenaces pour mettre fin aux luttes fratricides entre les différentes organisations et fractions du prolétariat ; *car l'unité n'est ni l'abdication, ni l'étouffement.* Elle laisse à chaque prolétaire le droit de penser librement, elle lui impose le devoir de parler franchement à ses camarades d'atelier et de combat.

⁂

Nous ne pouvons donc accepter toute politique qui aboutirait, directement ou indirectement, à river les exploités aux exploiteurs, à faire partager aux ouvriers et paysans français les responsabilités des maîtres de l'industrie et de la finance auxquels, pour le passé comme pour l'avenir, aucune solidarité ne peut les tier. NOUS NOUS REFUSONS A CHOISIR ENTRE LES IMPERIALISMES QUI SE DISPUTENT LE MONDE. Il n'y a pas, pour nous, de bons ou de mauvais impérialismes, des impérialismes pacifiques et des impérialismes belliqueux, des peuples loups et des peuples agneaux. Tout impérialisme, quelles que soient sa couleur, son évolution, les variations de sa politique, les hypocrisies de sa propagande, demeure, pour tous les travailleurs, un ennemi qu'il faut combattre et abattre.

Prolétaires français, nous n'oublions pas notre tâche particulière, notre devoir impérieux, de lutter chez nous, contre notre ennemi national, et pour cela définir les responsabilités propres de notre impérialisme, de notre bourgeoisie, dans la situation actuelle. *Par sa politique de maintien des traités de* 1919 *qui ont balkanisé l'Europe, par son refus d'accepter tout projet sincère de désarmement, par sa politique coloniale inique et sanglante, par son militarisme claironnant et provocant, le capitalisme français — ses banquiers, ses industriels, ses militaires — prépare la guerre;* IL A FAVORISE LE DEVELOPPEMENT DE TOUS LES NATIONALISMES, IL A CONTRIBUE A LA VICTOIRE DE HITLER.

Il est évident que tout ralliement de notre part à la guerre qui menace impliquerait l'union — sous les drapeaux — avec nos propres éléments fascistes et par conséquent l'anéantissement du mouvement ouvrier, la faillite de l'idéal socialiste, l'étouffement pour une durée indéterminée de toute possibilité révolutionnaire.

Participer de notre gré à la guerre contre un fascisme extérieur pour défendre ce qui subsiste en France de démocratie serait conclure un marché de dupes. Sous l'état de siège comme sous le fascisme, il n'y a plus trace de pensée libre. La démocratie politique fait place à la dictature militaire ; tout est soumis à la plus monstrueuse des raisons d'Etat.

Comme le fascisme, la guerre n'est possible que par l'affaiblissement, la défaite provisoire du prolétariat.

Enfin, pour combattre un fascisme étranger, nous n'acceptons pas de confondre notre lutte avec celle que mènerait contre lui, à des fins que nous répudions, notre propre impérialisme.

Contre l'hitlérisme — que nous haissons d'une haine implacable — nous refusons de confondre notre lutte avec la politique d'encerclement de l'Allemagne qui a été l'une des causes immédiates de la guerre de 1914 et qui, en 1935, identifie les travailleurs allemands à leurs bourreaux et les livre à la démagogie nationaliste des nazis.

CE N'EST PAS D'UNE GUERRE IMPERIALISTE, MAIS DE LA LUTTE SOCIALE QUE NOUS ATTENDONS LA CHUTE DU REGIME HITLERIEN.

Les révolutionnaires clairvoyants, groupés en 1792 autour de Robespierre et de Marat, avaient lumineusement prévu les conséquences de la déclaration de guerre à l'Autriche. *Après eux, nous répétons que l'on ne porte pas la liberté aux peuples à la pointe des baïonnettes... ni sur l'aile des avions de bombardement.*

Nous demandons au prolétariat français d'affirmer à tous les prolétariats, et particulièrement aux prolétariats d'Allemagne et d'U.R.S.S., qu'il n'accepte pas plus la responsabilité des derniers accords diplomatiques et militaires, qu'il n'accepte celle du traité de Versailles.

Nous voulons opposer l'unité ouvrière à l'Union sacrée que l'on nous prépare.

Nous voulons opposer à toute alliance entre gouvernements, l'action solidaire du prolétariat international, seul capable de défendre efficacement les conquêtes de la révolution d'Octobre et de garantir ou de rétablir les libertés ouvrières dans le monde.

Nous adjurons fraternellement tous les prolétaires, tous les militants révolutionnaires — qu'ils soient socialistes, communistes, anarchistes, syndicalistes — de signer avec nous cette déclaration, de participer avec nous à une Conférence nationale au cours de laquelle on décidera des moyens pratiques de lutte *contre la guerre et contre l'Union sacrée.*

Ont signé cette déclaration :

Conseil syndical du Syndicat Confédéré des Transports et Manutentions de la Seine ; Entente des Jeunesses Socialistes de la Seine ; Fédération Communiste Libertaire ; Front Social (Secteur Lyonnais); Jeunesse Socialiste de Vendée ; Ligue des Anciens Combattants Pacifistes (18e Section) ; Ligue Internationale des Combattants de la Paix ; Ligue Internationale d'Action Pacifique et Sociale ; Parti Socialiste (15e Section, 16e Section, Section des Lilas, Section de Saint-Mandé, Section de Vitry-sur-Seine, Section de Deuil La Barre) ; La Patrie Humaine ; Rayon Communiste de Saint-Denis (majorité) ,

Marceau Pivert se solidarise avec les exclus

Nous publions ci-dessous deux lettres de Marceau Pivert, relatives au Congrès de Lille.

Dans sa lettre adressée au Congrès, le camarade Pivert pose, d'une manière erronée, la question du « trotzkysme », et d'une façon générale le problème posé par l'existence des fractions et tendances au sein du Parti, en liaison avec le mouvement pour « l'unité organique ».

Nous nous réservons d'y revenir dans la fraternelle discussion nécessaire avec nos camarades de la gauche dont les positions offrent déjà de larges possibilités de travail commun.

AUX CAMARADES DES JEUNESSES SOCIALISTES REUNIS EN CONGRES

Désigné par la C.A.P. pour représenter le Parti au C.N.M., je tiens à m'excuser de n'être pas présent à votre Congrès et beaucoup savent parmi vous que mon excuse est justifiée. Mais je veux marquer par le présent message mon intention de suivre désormais de plus près votre mouvement des Jeunesses. Dans la période où nous sommes entrés, les Jeunesses socialistes joueront un grand rôle et il importe que leur dynamisme révolutionnaire soit bien compris, bien discipliné, bien cohérent avec les objectifs que doit atteindre le Parti. Tout ce qui pourra être tenté pour que le Parti comprenne, appuie, développe et encourage le mouvement des Jeunesses, je le ferai. Tout ce qu'il faudra entreprendre pour que le mouvement des Jeunesses apporte au Parti l'appoint inestimable de ses énergies et de ses méthodes, je l'entreprendrai.

On ne peut pas imaginer un mouvement des Jeunesses qui chercherait à s'isoler du Parti, qui se laisserait entraîner à une lutte sourde contre le Parti.

On ne peut pas imaginer non plus, à une heure où le drame social met en jeu la vie ou la mort de toute une génération de jeunes, un Parti socialiste immuable, fermé aux aspirations de cette génération et réglant ses rapports avec elle par le canal de textes desséchés ou de formules disciplinaires sans vie... Il faut à tout prix que Jeunesses et Parti collaborent fraternellement à l'œuvre commune. Mais cette collaboration ne sera possible et fructueuse que s'il est bien entendu pour tous, jeunes et adultes, que l'œuvre commune à réaliser, *c'est la Révolution socialiste.*

Si l'on est d'accord sur cet objectif, alors, on n'opposera plus, comme on le fait arbitrairement, la tâche d'éducation à la tâche d'action politique. L'éducation socialiste, oui, toujours ! Mais pourquoi restreindre ce terme à l'éducation livresque, à la conférence, à la controverse, à la discussion en vase clos ? Il y a une éducation *par l'action* qui doit compléter l'autre. C'est celle qui consiste à organiser l'agitation dans différentes catégories de jeunes touchées par la crise, les paysans, les ouvriers, les étudiants, les soldats... Champ d'expérience immense. Contacts, papillons, tracts, descentes massives, journaux, conversations, discussions... C'est dans le contact avec les difficultés, dans l'analyse des réactions des masses que l'éducation socialiste prendra son meilleur point d'appui. Alors, après une série d'expériences de pénétrations, le rôle de l'adulte « instructeur » sera à la fois très limité et très efficace. Tel problème a sa solution dans tel ouvrage, dans telle brochure, dans tel événement historique... Il faut partir de l'action directe pour parvenir à la véritable éducation marxiste. C'est pourquoi les jeunes ont raison de vouloir entreprendre, avec leurs moyens médiocres, mais aussi leur enthousiasme, la *conquête* de leur génération au socialisme.

Parmi les moyens de conquête, il en est un qui soulève d'âpres discussions : *la position des Jeunesses socialistes dans la lutte contre la guerre.* « Est-il possible que les Jeunesses socialistes aient une autre attitude que celle du Parti sur un tel sujet ? » J'entends la question gonflée d'indignation venant d'excellents camarades très à cheval sur la discipline. Mais d'abord, est-on bien sûr de l'attitude du Parti sur ce point ? Qui oserait affirmer que la motion de Tours 1931 règle définitivement la difficulté ? J'ai signé cette motion et même contribué à sa rédaction. Mais que d'événements, depuis ! Et surtout, que de divergences entre les signataires. Certaines attitudes du groupe parlementaire ne sont pas en accord, je l'affirme, avec les décisions du Congrès. Mais bien plus en 1933, le Parti a été à nouveau consulté. Seulement, il n'y a pas eu de vote. Enfin, en 1935, en dépit d'une situation internationale qui rappelle celle de 1913-14, le Parti n'a pas même voulu examiner la question. Dans ces conditions, je le déclare tout net, les Jeunesses ne peuvent pas être blâmées de donner leur avis. C'est, après tout, en ce moment même que des millions de jeunes chômeurs sont embrigadés par Hitler ou Mussolini pour la prochaine tuerie.

(Suite page 4)

Deux lettres de M. Pivert

(Suite de la troisième page)

C'est en ce moment même que les généraux de coup d'Etat nous préparent en France la domestiquation complète de la Jeunesse. Et c'est d'un moment à l'autre, peut-être, qu'aux coups de canon du front éthiopien peuvent répondre les coups de tonnerre d'une nouvelle guerre mondiale. Alors, que les Jeunesses disent ce qu'elles pensent et ce qu'elles veulent. Pour conquérir la jeunesse ouvrière et paysanne va-t-on leur imposer de dire qu'il faudra « mettre sac au dos » dans telles ou telles circonstances. C'est-à-dire dans toutes les circonstances, en fait, car notre pays est actuellement au même titre que l'Italie, *agresseur* de l'Ethiopie, mais personne ne bouge parmi les partisans de la « défense nationale », car il ne faut pas oublier la marge de sécurité que représente l'armée française ! Non. Sur ce terrain de la défense nationale, les jeunesses patriotes feront beaucoup mieux et il n'y a pas de place pour un mouvement révolutionnaire de la Jeunesse. Contre la guerre, un seul mot d'ordre, dynamique, efficace, sérieux, un seul mot d'ordre *socialiste* : REVOLUTION.

⁂

Un autre sujet sera discuté par votre Congrès, auquel j'aurais voulu apporter ma contribution : les J.G.S. Je sais ce qui a été fait, par exemple, dans le Pas-de-Calais. Et je veux en féliciter nos camarades, Bernard Chochoy, Turban, etc. Les Jeunes Gardes Socialistes sont à développer de toute urgence, partout, en accord avec l'auto-défense décidée à Toulouse et confirmée à Mulhouse. En dehors de notre mouvement d'auto-défense organisée : milice de défense ouvrière et J.G.S., qu'y a-t-il, dans le mouvement ouvrier, pour lutter directement contre les bandes fascistes ? Nous pouvons le déplorer, mais nous ne voyons rien d'ORGANISE. Alors, camarades, il faut comprendre le sens politique d'un incident significatif qui s'est produit avant le 14 juillet. J'ai dû batailler, tout seul, pour imposer le défilé de nos J.G.S. et de nos T.P.P.S. de la région parisienne. Oui, tout seul, et j'ai eu l'impression, qu'à part Lagorgette qui n'était pas au courant, le Comité National Mixte, au contraire, acceptait docilement cette sorte de « désarmement moral » du prolétariat dans le Front Populaire. Que les radicaux comptent sur Laval pour désarmer les ligues fascistes, soit ! Mais que notre mouvement socialiste n'ait pas la fierté de ses formations d'auto-défense active, c'est inadmissible ! Que ceux qui veulent rassurer la bourgeoisie en lui donnant l'impression d'une foule bon enfant qu'une division de Croix de Feu disperserait sans peine, que ceux-là insistent pour qu'il n'y ait « pas de chemises bleues » dans le cortège, soit ! Mais au moment où vous discuterez de vos J.G.S., j'aime à penser que vous revendiquerez leur place, PARTOUT, comme élément d'*organisation* de l'auto-défense, comme preuve de nos capacités de discipline, comme moyen de propagande et d'agitation aussi. Laissez ricaner, s'il en est encore, ceux qui répugnent à une prétendue *militarisation du Parti*. S'ils ne comprennent pas le dilemne tragique dans lequel nous nous trouvons placés : pour les manifestations purement décoratives des cortèges, pour les tâches d'agitation, pour les batailles de rues enfin, lorsqu'elles seront devenues inévitables. *Nous ne pouvons compter que sur nous pour défendre nos libertés et conquérir le pouvoir. Et nous ne voulons pas nous abandonner à l'improvisation, au chaos, à l'anarchie pour les luttes décisives.* Voilà ce qui justifie le développement des J.G.S. Ce n'est là qu'un aspect des tâches d'organisation précédant la conquête du pouvoir, MAIS IL EST ESSENTIEL. D'ailleurs, là encore, quel est l'avis des Jeunesses ? Vous répondrez vous-mêmes, camarades !

Je m'excuse d'intervenir peut-être sans discrétion dans vos débats. Mais je voudrais terminer sur un signe qui me paraîtrait inquiétant s'il avait de l'écho parmi vous. Il y a eu des demandes d'exclusion contre les trotzkystes. Très longtemps, camarades, au moment le plus douloureux de la scission ouvrière, nous avons été un certain nombre, dans le Parti, à vouloir avec rage, le rapprochement avec les communistes, l'unité d'action loyale, l'unité organique. A ce moment-là, nous trouvions contre nous des socialistes qui nous accusaient de complaisance, peut-être même de complicité avec le Parti Communiste, qui pourtant nous attaquait, nous, gauche socialiste, plus violemment que les réformistes... Et nous disions entre nous : l'antibolchevisme vulgaire de nos réformistes est la marque même de leur esprit réactionnaire... Les antibolchevistes sont devenus néos, quelques-uns même fascistes.

Aujourd'hui, il n'y a plus d'antibolchevistes... je ne commente pas, je constate... Mais il y a des antitrotzkystes. Eh bien, camarades, je l'ai dit à Mulhouse et avant, à certains de mes amis de la *Bataille Socialiste* : être *antitrotzkyste*, à présent, *c'est le signe d'un état d'esprit réactionnaire au sein du mouvement ouvrier.* Je le dis comme je le pense et pourtant, sur ce point précis, je pourrais montrer sans peine combien je suis en désaccord avec les trotzkystes : la demande d'exclusion à leur égard met en cause la conception *du Parti* : ils le conçoivent comme une avant-garde sélectionnée, impitoyablement séparée, organiquement, des masses non-révolutionnaires. C'est leur conception qui, poussée à son terme logique, conduirait à des demandes d'exclusion « symétriques ». *Mais c'est une conception inacceptable pour les Jeunesses Socialistes comme pour le Parti socialiste.* Nous avons cohabité (hélas !) avec des Fiancette et des Marquet, même au delà des limites raisonnables, car ils trahissaient quotidiennement et le Parti n'avait pas le courage de les mettre à la porte. Mais c'est pour notre mouvement socialiste une condition essentielle de développement que chacun y ait sa place, sur la base commune inscrite dans notre Charte. *Place pour tous ! Et liberté pour tous !* Vouloir chasser quelqu'un qui ne pense pas comme vous, c'est, en outre, un signe de faiblesse idéologique, cela veut dire :je ne pourrai pas liquider ces gêneurs par la discussion loyale, la confrontation des méthodes, alors je les mets dehors ! » Si le Parti consentait à cela, il se suiciderait, tout simplement. Ecartez, camarades, comme irrecevable et antiunitaire, et par conséquent contre-révolutionnaire, une telle motion. Nous défendrons, demain, comme hier, pour la reconstitution de l'unité organique, cette conception fondamentale du socialisme le *Parti ouvert à tous, la démocratie intérieure, le respect des droits des minorités.* Et non seulement cette conception a permis au Parti socialiste de vivre, mais elle permettra au Parti réunifié de vaincre.

Si les trotzkystes ont apporté dans le Parti quelques éléments de fermentation, du moins, rendons-leur cette justice : c'est parce qu'ils agissent, c'est parce qu'ils apportent, avec le prestige d'un grand nom, un corps de doctrine qui se tient et qui, sur bien des points, oblige les militants à réfléchir et à se prononcer. Eh bien, camarades, n'hésitez pas à faire comme eux ! Apportez vos conceptions originales, vos initiatives, votre personnalité. *Pensez par vous-mêmes*, passez au crible de votre expérience directe la valeur comparée des différentes nuances de l'opinion socialiste. Ne vous déterminez pas par opposition à telle ou telle tendance, mais en fonction de telle ou telle position constructive et progressive. Et puis, la discussion terminée, marchez tous, la main dans la main, vers les tâches énormes qui exigent vos efforts fraternels. Si vous voulez savoir dans quelle mesure vous avancez vers le but final, regardez derrière vous si les masses vous comprennent et vous suivent. Nous, les adultes, qui comptons sur votre fraîcheur de pensée et sur votre volonté farouche pour construire le monde nouveau, nous vous faisons confiance à tous, sans distinction et nous vous remercions à l'avance de votre langage franc jusqu'à la brutalité.

En avant les Jeunesses Socialistes ! Vers l'unité révolutionnaire ! Vers la bataille décisive ! Vers l'édification socialiste internationale.

MARCEAU PIVERT.

MARCEAU PIVERT SE SOLIDARISE AVEC LES EXCLUS

Mon cher Fred,

J'apprends, par télégramme la nouvelle monstrueuse de ton exclusion ainsi que celle de Rousset. Je ne comprends rien à cette mesure inqualifiable ; j'ignore tout des circonstances qui l'ont précédée. Mais je veux te dire, ainsi qu'à Rousset : quelles que soient les fautes ou les erreurs — si elles existent — qu'on puisse vous reprocher, qu'il m'est impossible de ne pas protester avec indignation contre une telle brimade à l'égard de deux bons militants dévoués et actifs.

La première rectification de cette révolte, je veux te la faire connaître, pour que tu l'utilises comme bon te semblera : Voilà un parti qui n'a jamais osé mettre à la porte des gangsters comme Fiancette et Levillain, un parti qui a conservé jusqu'à leur départ bénévole, des Marquet, des Varenne, des Frossard. Et quand je demandais leur exclusion, les vieux routiers m'opposaient les statuts... la demande d'exclusion était irréalisable, etc... Un parti qui n'a pas osé mettre dehors un traître comme Bouisson, conseillant l'Union nationale le soir du 6 février... (on l'a prié de démissionner !) ; un parti qui n'a pas osé foutre dehors un malhonnête comme Compère-Morel, lequel s'est approprié pendant plusieurs mois une somme de 200.000 francs appartenant au *Populaire* et ne l'a restituée que sous menace des tribunaux (sans payer les intérêts) et au moment même où le même Compère-Morel rentre au parti... on met dehors deux militants révolutionnaires ? Non ! Solidarité avec vous Fred et Rousset ! Et nous allons faire de la musique si on nous y oblige.

Mais d'abord il me faudra savoir très exactement et très fidèlement ce qui s'est passé. Faites-moi parvenir un compte rendu *détaillé* sans rien oublier, en soulignant les attitudes de tel ou tel adulte ou jeune particulièrement marqués. On vous exclut de quoi ? Des jeunesses sans aucun doute ? Mais pas du parti... (les portes de la 15e vous sont grandes ouvertes pour le parti). Nous verrons la suite, s'il y a lieu, c'est-à-dire, nous irons devant la commission des conflits et le Congrès. Mais pour le moment, j'imagine la réaction dans l'Entente de la Seine. Un conseil : évitez tout autre démission ou geste irraisonné. Soyons calmes : l'Entente de la Seine (même ceux qui ne pensent pas comme vous) *doit vous conserver sa confiance* : il faudra un congrès extraordinaire bien préparé (ne nous pressons pas trop !). Il faudra d'abord une séance d'information à laquelle les délégués du congrès de Lille exposeront les faits. Enfin, la C.E. fédérale d'abord, la C.A.P. ensuite auront à trancher sur cet incident très grave. Cela c'est l'aspect politique de la situation : bien saisir les motifs de la décision et les décortiquer : on cherche à provoquer une scission ? Nous refusons de tomber dans le panneau... C'est un congrès du parti finalement qui devra trancher... et vous ne serez pas tout seuls ! Quant à l'aspect « juridique » en vertu de quel article des statuts un congrès des Jeunesses peut-il exclure ? Etait-ce porté à l'ordre du jour du congrès ? De toute façon il y a *appel*, appel devant votre fédération adulte, devant laquelle vous demanderez à être entendus... En attendant je pense que vous pourrez continuer à servir l'Entente de la Seine et je suis à votre disposition pour vous aider malgré la distance, dans votre défense et pour votre réintégration. Donnez-moi vite des détails et comptez sur moi.

Bien fraternellement.

Marceau PIVERT.

Le Gérant : Maria CRAIPEAU

Imp. du Commerce et des Postes
12 Rue Notre-Dame-de-Nazareth
PARIS

LES EXCLUS EN APPELLENT AU PARTI !

(*Suite de la page 1*)

que la nouvelle C.E. de la Seine, organisme bureaucratique qui ne représente même pas de nombreux camarades minoritaires de la Seine. Aucun organisme légal n'a nommé cette Commission. Elle est issue de délibérations arbitraires d'un soi-disant C.F.M., dont tous les représentants jeunes ont été éliminés, même le camarade Théo, auquel on n'a rien pu reprocher que d'avoir voté pour la majorité, C.F.M. au surplus, auquel on avait adjoint — malgré le silence du Populaire *sur ce point — des Camarades jeunes minoritaires, qui ne représentaient qu'eux-mêms.*

Nous nous élevons avec indignation contre ces procédés d'étouffement, contre ce dédain des volontés clairement exprimées par la base de notre Fédération. Inébranlablement attachés à refaire l'unité de notre Jeunesse socialiste, nous dénonçons de telles méthodes à tous ceux qui se soucient tre mouvement. *Nous faisons appel à l'or-*de la libre expression politique dans no-*ganisme suprême de notre Parti, la C.A.P., pour lui réitérer notre attachement à l'unité de notre Parti et de notre Jeunesse, pour lui demander d'intervenir aux fins de blâmer ces procédés dictatoriaux et de réintégrer dans leurs droits des Camarades, coupables d'avoir défendu une ligne d'action révolutionnaire.*

Rousset, Zeller, Ivan et Maria Craipeau, Lissansky, Corvin, Pero, Van, Rigal, Makarovsky, Génia, Braudo, Bressler.

L'assemblée de l'Entente

(Suite de la page 1)

des reproches au sujet de l'attitude de l'Entente. Evoquant l'attitude prolétarienne du « défaitisme révolutionnaire », li ne réussit qu'à déchaîner une réaction unanime de solidarité avec les idées de Lénine.

Zeller put alors répondre aux scissionnistes, en s'adressant à Dufour. Il dénonça fermement l'illégalité des exclusions, montra qu'on avait voulu chasser l'aile révolutionnaire ; il affirma à nouveau la politique de l'Entente dans la question de la guerre et de la crise sociale. Il invita tous les groupes des Jeunesses à ne reconnaître que la C.E. *élue par eux*, à se lancer hardiement au travail. « Si l'on nous réintègre, dit-il, ce sera avec tous les honneurs dus aux révolutionnaires ! »

On se sépara au chant de l'*Internationale*, toutes dispositions de travail étant prises. Première réponse aux scissionnistes !

CONTRE LES DÉCRETS-LOIS

ACTION DIRECTE

14 JUILLET. — Démonstrations massives du « Front Populaire ».

17 JUILLET. — Attaque brutale du gouvernement Laval-Herriot contre les travailleurs de l'Etat et des services publics. Décrets-lois de spoliation.

Le « Front populaire » n'a pas fait reculer Laval. Les banques, les trusts capitalistes, ont exigé une politique de déflation, il a obéi. Les chefs radicaux ont approuvé.

C'est la condamnation, par les faits, de la politique du « Front populaire », celle du Parti communiste.

Mais les masses laborieuses veulent lutter. Et manifestations, meetings se succèdent.

Jamais, depuis 1920, meeting des Cheminots n'avait réuni tant de travailleurs du rail.

L'enthousiasme, l'ardeur, la cohésion des masses laborieuses s'affirment.

Cependant, pas un militant, pas un travailleur, ne peut chasser une grande angoisse de son esprit.

Cette propagande ? Cette agitation ? Bien sûr, elles remuent de larges couches de la population laborieuse, mais pour faire quoi ?

Pour renverser le gouvernement?

Pour imposer un autre gouvernement? Une autre politique?

Mais comment ?

A ces questions multiples, des réponses surgissent, des solutions bien diverses se formulent. Mais on ne sent pas une assu-politique menée apparaît ennemie de la fer-rance dans la direction du mouvement; la meté, de la volonté de vaincre. Elle n'est pas animée par la haine farouche de l'adversaire de classe.

Les orateurs officiels de la C.G.T. annoncent la nécessité de chasser la politique de déflation. Ceux de la C.G.T.U. aussi.

Ils indiquent que maintenant il faut s'engager vers des solutions radicales. Comment? « Entretenir » l'agitation jusqu'à octobre et là, à la rentrée des Chambres, nous verrons bien si, vraiment, les parlementaires sont tous des « lavettes ». Du « Front populaire » ils font surgir une formation gouvernementale pour succéder à Laval.

Ces dirigeants syndicaux sont dans la logique de la politique du « Front populaire », celle des politiciens radicaux ou néos ou autres ministérialistes soutenus par la politique du Parti communiste.

Ils abandonnent complètement la lutte révolutionnaire pour entrer résolument dans le jeu du parlementarisme pourri.

Les intérêts de la classe ouvrière, de tous les travailleurs, n'ont rien de commun avec une telle politique.

Les masses veulent battre pour que « ça change ».

Mais il faut que les travailleurs ne comptent que sur eux-mêmes, car remettre leur sort entre les mains de politiciens radicalo-réactionnaires serait es livrer pieds et poings liés à la bourgeoisie.

La situation politique et économique actuelle commande une politique de combat révolutionnaire d'envergure.

Il faut chasser la bourgeoisie du pouvoir, il faut imposer le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Mais pour succéder à un régime failli, il faut faire le bilan de la faillite.

Les dirigeants de la C.G.T., de la C.G.T.U, du P.S., du P.C., pensent confier cette tâche à un gouvernement de l'Etat bourgeois. Non ! Il faut chasser des rangs ouvriers les chefs radicaux serviteurs dévoués de la bourgeoisie, de la haute finance.
d'établir ce bilan.

Car seuls, les travailleurs sont capables

Mais, attention, les capitalistes se cachent derrière le sacro-saint secret commercial qui leur sert de paravent à leurs gestions scandaleuses.

Nous, travailleurs, nous voulons voir clair dans les affaires de la bourgeoisie qui comprime sans cesse notre niveau d'existence.

Nous imposerons notre contrôle à notre patron, aux banquiers, à tous ceux qui nous exploitent. Nous mettrons bas leur sacro-saint secret commercial !

Partout, nous nous constituons en Comité pour contrôler la production, les échanges, l'embauchage.

Nous imposerons la semaine de quarante heures, sans diminution de salaires.

Nous donnerons du travail à nos camarades en chômage par l'expropriation de tous les bourgeois capitalistes, par la nationalisation des industries-clés, des banques, du crédit, des trusts d'engrais, de la grande meunerie.

Avec nos frères paysans, nous voulons nous-mêmes organiser l'économie du pays.

Avec eux, nous voulons prendre le pouvoir, briser la machine de l'Etat capitaliste.

Aussi, immédiatement, nous appelons les travailleurs pour organiser, préparer minutieusement nos armes de combat contre la bourgeoisie : les milices du peuple, pour défendre nos organisations, nos locaux, nos militants, pour détruire les bandes armées de la réaction et du fascisme, pour assurer le développement victorieux de notre arme essentielle, LA GREVE GENERALE.

C'est notre seule voie pour abolir les décrets-lois de misère.

En avant pour la grève générale !

Vive le gouvernement ouvrier et paysan !

Protestations

Résolution présentée par Pivert à la 15e Section

Profondément émus de la mesure prise à regard des responsables de l'Entente des Jeunesses de la Seine par la Conférence Nationale des Jeunesses :

La 15e Section :

— Elève sa protestation indignée contre une mesure de scission votée à une heure où la classe ouvrière, ayant besoin de toutes ses forces, marche à l'unité organique ;

— Constate que, loin d'avoir désorganisé le mouvement, les responsables frappés l'ont, au contraire, porté à un développement jamais atteint depuis la scission ;

— *Se solidarise* avec l'action politique de l'Entente des Jeunesses de la Seine, conforme à l'intérêt du prolétariat et à la volonté révolutionnaire des travailleurs de la région parisienne ;

— Rappelle que le Congrès National du Parti a refusé d'examiner une demande d'exclusion concernant les citoyens Fiancette, Marquet, Varenne, Frossard, traîtres avérés à l'action socialiste.

— Que la juridiction du Parti, à l'égard des Bouisson, Compère-Morel, Duchanel, et, récemment encore, Pozzioli, a toujours été lente et indulgente jusqu'à la complicité ;

— S'étonne de la rigueur et de la brutalité de la mesure qui frappe de jeunes militants ayant déjà fait leurs preuves dans la lutte directe contre la bourgeoisie capitaliste ;

— *Proteste* contre le commentaire méprisant du *Populaire* à leur égard ;

Et *refuse de considérer comme valable la décision prise* par la Conférence Nationale des Jeunesses, demande au Bureau Fédéral de faire respecter la vitalité et l'intégrité de l'Entente des Jeunesses de la Seine en faisant appel de cette décision devant la C.A.P., ou s'il y a lieu un Congrès du Parti.

En attendant, la 15e Section considère, en ce qui la concerne, que le camarade *Makarovsky* est toujours membre de la 15e Jeunesse.

Gard

Le manque de place nous oblige à ne donner qu'un extrait de la lettre du camarade Gournay, *du Gard :*

« ... *J'affirme que Jean Bieau qui le premier, a parlé d'exclusion, n'avait pas le moindre mandat de sa Fédération (Gard).* D'autre part, il était le seul délégué du Gard. En fin de compte, *au Congrès fédéral du Gard, il n'avait été nullement question de ce qui a occupé une grosse partie du Congrès. Jamais, nous n'avons été saisis d'une motion qui ressemble de près ou de loin à celle qui fut déposée par Jean Bieau.*

« Je profite de l'occasion pour porter à la connaissance des camarades, que j'avais recueilli le tiers des mandats de ma Fédération sur des mots d'ordre exactement semblables à ceux qui étaient inclus dans la motion d'Unité Révolutionnaire de la Seine, où côtoyaient les signatures de Zeller, de Lissansky et de Bressler. Faudra-t-il exclure tous les camarades qui ont voté pour ces mots d'ordre ? Sans doute...

« Ma protestation sera entendue dans ma Fédération et protesteront avec moi *tous ceux pour qui la Révolution n'est pas une entité lunaire.* Et non seulement je protesterai, mais je me réserve le droit de prendre toutes les décisions que je jugerai utiles, afin de donner aux J.S. leur véritable physionomie.

« G. GOURNAY (Nîmes). »

La 13e Section

a protesté également contre les décisions de Lille, et maintenu le camarade *Rigal*, exclu, dans ses rangs, et l'a délégué au Congrès du Front Populaire du 13e qui s'est tenu le 4 août.

Dans la 20e Section

Dans la 20e, Daniel Mayer, émit la prétention de faire voter une motion de discipline. « Ceux qui ne la voteront pas se mettront hors des rangs du Parti. » Il rabattit vite ses prétentions. La motion, présentée par Spinetta, et blâmant la Section pour son attitude socialiste dans le Front Populaire, fut repoussée à une majorité écrasante.

⁂

Signalons qu'un grand nombre de Sections ne se réunissent pas en ce moment et qu'elles n'ont pas pu être saisies des menaces de scission. Malgré cela, nous avons reçu un grand nombre de lettres de militants adultes indignés de l'attaque de social-patriotisme contre l'avant-garde militante. Nous nous excusons de ne pouvoir les publier, faute de place.

Protestation contre les scissionnistes

Suite de la première page

litants et orateurs de valeur ; ils ont fait naître dans notre région un grand courant de sympathie pour notre parti et nos Jeunesses. Et ce sont des militants de cette valeur que vous laissez exclure avec autant de légèreté, c'est incroyable !

Je tiens à vous dire que le mécontentement est grand parmi mes camarades Nous ne partageons pas vos questions de boutique. Nous restons solidaires de nos camarades exclus, et quoi qu'il arrive, nous crions :

Vive les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires !

Vive Fred Zeller et les camarades exclus !

Vive la révolution !

A bas la défense nationale et la soi-disant social-démocratie !

Pour le Bureau mixte,
QUINTALLET.

Les groupes de VANVES, MALAKOFF, SAINT-DENIS, MONTROUGE, CLICHY, 19e ARRONDISSEMENT, 17e ARRONDISSEMENT, ont, d'autre part, signé la *Déclaration de Solidarité de l'Entente.*

LA LUTTE DE CLASSES

Demandez le n° 51-52. Au sommaire : La classe ouvrière et l'armée (*J. Taber*). — Bibliographie sommaire sur les problèmes de la guerre. — Les partis, la politique et l'unité syndicale (*E.*). — La Commune et nous (*M. Manou*). — En U.R.S.S. : La suppression des cartes de pain (*E. Wollenberg*). — La nouvelle ère de démocratie soviétique (*L. Trotsky*). — Dans l'Internationale : Le Parti Ouvrier Socialiste-révolutionnaire en Hollande. — Les Livres : « L'Idée Socialiste », par H. de Man — « Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers Congrès de l'I.C. » (*Brando, Manou*). — A nos lecteurs.

Prix du numéro : 2 francs.

Abonnements : 6 mois, 10 fr. 1 an, 20 fr.

Compte chèque postal : Naville, 1333-80, Paris, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-10e.